

# Table des matières

<b>Sommaire</b>	v
<b>Index des abréviations</b>	ix
A. Références à des travaux parlementaires	ix
B. Références à des publications	xiii
C. Autres abréviations	xviii
<b>TITRE 1<sup>er</sup></b>	
<b>PROLÉGOMÈNES HISTORIQUES</b>	1
Chapitre I.    ORIGINES ET ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION DE L'INSOLVABILITÉ	3
Section 1 <sup>re</sup> – Des origines aux projets de réforme de l'après-guerre : plus d'un siècle de stabilité	3
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La faillite	3
Sous-section 2 – Le sursis de paiement	11
Sous-section 3 – Le concordat préventif et judiciaire	12
Sous-section 4 – La gestion contrôlée	13
Section 2 – Réformes et projets des années 1960 à 1990	14
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Organismes administratifs. Aides publiques	14
Sous-section 2 – Les projets de loi sur la gestion assistée	14
Sous-section 3 – Le projet Eyskens-Gol	16
Sous-section 4 – La proposition Lallemand-Collignon	16
Section 3 – Élaboration des lois du 17 juillet et du 8 août 1997	19
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L'avant-projet Krings et le projet 631	19
Sous-section 2 – La proposition relative au concordat de réorganisation et le projet 1406	20

Sous-section 3 – L'examen et le vote des projets 631 et 1406	22
Sous-section 4 – Les projets 329 et 330	23
Section 4 – De l'aphasie du législateur à sa logorrhée	25
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Un carrousel d'adaptations législatives	25
Sous-section 2 – Le règlement européen relatif aux procédures d'insolvabilité	25
Sous-section 3 – La loi dite de <i>réparation</i> du 4 septembre 2002	26
Sous-section 4 – La loi du 15 juillet 2005 complétant les articles 10 et 46 de la loi sur les faillites	29
Sous-section 5 – La loi du 6 décembre 2005 modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites en ce qui concerne la procédure de vérification des créances	32
Sous-section 6 – La loi du 14 avril 2009	33
Section 5 – Élaboration et ajustement de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises	33
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L'échec du concordat	33
Sous-section 2 – La loi du 31 janvier 2009	34
Sous-section 3 – La loi du 27 mai 2013	39
Sous-section 4 – La loi du 16 juin 2016	42
Section 6 – La réforme du droit de l'insolvabilité de 2017	42
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Une nouvelle étape	42
Sous-section 2 – Traits majeurs, réserves et mérites de la réforme	43
Sous-section 3 – De nouvelles réformes en vue...	46

## TITRE 2

### L'ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ HORS PRÉTOIRE 49

Chapitre II. L'ENCADREMENT EXTRA-PROCÉDURAL DE L'ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ	51
Section 1 <sup>re</sup> – L'entreprise – Notions générales	51
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Définitions et taxinomie	51
§ 1 <sup>er</sup> – Définitions	51
§ 2 – Taxinomie des entreprises	55

Sous-section 2 – Encadrement général de l’entreprise	60
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	60
§ 2 – Plan financier	61
§ 3 – Moyens propres de départ	63
§ 5 – Inscription à la BCE	64
§ 4 – Gouvernance	67
§ 5 – Comptabilité et gestion financière de l’entreprise	70
Sous-section 3 – Ressources humaines de l’entreprise	73
§ 1 <sup>er</sup> – Travailleurs	73
§ 2 – Conseils et collaborateurs externes	75
Sous-section 4 – Valorisation de l’entreprise	77
Sous-section 5 – Suivi de la santé financière de l’entreprise	79
§ 1 <sup>er</sup> – Principe	79
§ 2 – Méthode d’analyse rapide continue	80
Section 2 – L’entreprise en difficulté	81
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Notions. Définitions	81
§ 1 <sup>er</sup> – Approche économique	81
§ 2 – Approche juridique	85
Sous-section 2 – Situations exigeant des mesures de redressement	88
§ 1 <sup>re</sup> – Principes	88
§ 2 – Difficultés de trésorerie. Retards de paiement	88
§ 3 – Facilités d’apurement en cas de difficultés	93
§ 4 – Menaces de discontinuité	97
Sous-section 3 – Prescriptions et prohibitions tendant à la continuité	100
§ 1 <sup>er</sup> – Dispositions du Code de droit économique	100
§ 2 – Dispositions du Code des sociétés et des associations	101
A. Conditions de distribution	101
§ 3 – Dispositions du Code des sociétés du 7 mai 1999	108
Sous-section 4 – Obligations des professionnels comptables en vertu de la procédure de la <i>sonnette d’alarme</i>	109
§ 1 <sup>er</sup> – Règles d’application générale	109
§ 2 – Commissaires-réviseurs	113
§ 3 – Les lettres de patronage	115

Chapitre III. LES POUVOIRS PUBLICS ET LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ	123
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	123
Section 2 – L’intervention du pouvoir exécutif dans les entreprises en difficulté par le passé	124
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Dépistage administratif et aides publiques avant la régionalisation	124
Sous-section 2 – Interventions régionales de nature préventive	127
Sous-section 3 – Le vœu pieux de l’interaction entre le pouvoir judiciaire et les pouvoirs exécutifs régionaux	128
Section 3 – La réglementation européenne des aides publiques aux entreprises en difficulté	129
Section 4 – Régimes d’aides financières et sociales en vigueur	137
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Protection des entreprises à la fois créancières et débitrices des pouvoirs publics	137
Sous-section 2 – Aides financières régionales aux entreprises en difficulté	140
Sous-section 3 – Aides sociales aux entrepreneurs en difficulté	141
§ 1 <sup>er</sup> – Le <i>droit passerelle</i>	141
§ 2 – Les centres des entreprises en difficulté et les aides au rebond	144
Section 7 – La fabrique et l’application de la loi	146
Sous-section 1 <sup>re</sup> – De la démission du Parlement...	146
Sous-section 2 – ... au gouvernement des juges	149
Chapitre IV. LA POSITION DU FISC ET DE L’ONSS DANS LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ	161
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	161
Section 2 – Établissement et recouvrement de l’impôt et des cotisations de sécurité sociale	164
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Déclarations obligatoires	164

Sous-section 2 – Établissement des impôts et taxes et des contributions de sécurité sociale	166
§ 1 <sup>er</sup> – Impôts directs	166
§ 2 – TVA	168
§ 3 – Cotisations sociales	169
Sous-section 3 – Sanctions à défaut de paiement	171
Sous-section 4 – Recouvrement d'impôts sur les revenus et de taxes sur la valeur ajoutée	172
§ 1 <sup>re</sup> – Introduction	172
§ 2 – Le Code du recouvrement amiable et forcé	174
§ 3 – Régime fiscal antérieur à l'entrée en vigueur du CRAF	178
§ 4 – La conciliation fiscale	181
Sous-section 5 – Recouvrement en matière de cotisations sociales	182
Section 3 – Facilités de paiement susceptibles d'être obtenues indépendamment de toute procédure de réorganisation	183
Section 4 – Prérogatives de l'administration fiscale et de l'ONSS exorbitantes du droit commun, en vue du recouvrement des impôts sur les revenus, des précomptes, de la TVA et des cotisations sociales	187
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	187
Sous-section 2 – Prérogatives d'application générale	188
§ 1 <sup>er</sup> – Pouvoirs d'investigation	188
§ 2 – Affectation des sommes à restituer ou à payer au redevable	189
§ 3 – Imputation du paiement effectué par le contribuable	190
§ 4 – Saisie-arrêt simplifiée	191
§ 5 – Hypothèque légale	193
§ 6 – Cautions et garanties	193
§ 7 – Fermeture des établissements	193
§ 8 – Aliénations et affectations hypothécaires d'immeubles, navires ou bateaux. Ventes mobilières	194
§ 9 – Cession de tout ou partie de l'entreprise. Opposabilité différée. Responsabilité solidaire	195
§ 10 – Sociétés de liquidités – Cession de participation	196
§ 11 – Responsabilité solidaire pour dettes fiscales et sociales d'un entrepreneur	197

§ 11 – Exclusion des débiteurs de dettes fiscales ou sociales des marchés publics	200
Sous-section 3 – Dispositions dérogatoires au droit commun de l’insolvabilité	200
§ 1 <sup>er</sup> – Privilèges et dettes de masse	200
§ 2 – Le maintien du droit d’inscription de l’hypothèque légale nonobstant tout concours	202
§ 4 – Le maintien de la responsabilité solidaire pour dettes fiscales et sociales d’un entrepreneur en cas de faillite	203
§ 5 – Le maintien de l’affectation des sommes à restituer ou à payer au redevable.	203
§ 6 – Responsabilités des dirigeants d’entreprise. Déplafonnement	205
Section 5 – La position de l’administration fiscale et de l’ONSS face aux mesures tendant à la continuité des entreprises	205
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Sous le régime du concordat judiciaire	205
Sous-section 2 – Sous le régime de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises	208
Sous-section 3 – La loi du 27 mai 2013	212
Sous-section 4 – Les nouvelles mesures de faveur des lois du 11 août 2017 et du 13 avril 2019	214
§ 1 <sup>er</sup> – Article XX.58 CDE	214
§ 2 – L’exception au principe de la suspension des voies d’exécution après le dépôt de la requête en faveur des créanciers pouvant établir une sûreté légale ou conventionnelle	218
§ 3 – L’exception au principe de la suspension des voies d’exécution après le dépôt de la requête pour les ventes forcées fixées dans les deux mois	219
§ 4 – Le retour du maintien de la responsabilité solidaire en cas de procédure de réorganisation judiciaire	219
Section 6 – Réductions de valeur	220
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Impôt sur les revenus	220
Sous-section 2 – TVA	221

Chapitre V. DROITS DE POURSUITE ET ÉGALITÉ DES CRÉANCIERS	223
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	223
Section 2 – Principes généraux du droit de poursuite des créanciers	223
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Dispositions légales	223
Sous-section 2 – Sûretés, privilèges et mécanismes préférentiels. Notions	224
Sous-section 3 – Sujétion uniforme des biens du débiteur	226
§ 1 <sup>er</sup> – Principe	226
§ 2 – Exceptions. Insaisissabilités et immunités	229
Section 3 – Validité et opposabilité des actes	235
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Validité et date des actes	235
Sous-section 2 – Opposabilité des actes	238
§ 1 <sup>er</sup> – Opposabilité des effets externes des conventions	238
§ 2 – Opposabilité des effets internes des conventions : la connexité	246
Section 4 – L'égalité des créanciers	250
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Notion	250
Sous-section 2 – L'article 8 LH	253
Sous-section 3 – Le concours	254
Sous-section 4 – L'égalité constitutionnelle	258
Section 5 – Les mécanismes préférentiels	260
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	260
Sous-section 2 – Les actions directes	261
§ 1 <sup>er</sup> – Notion	261
§ 2 – L'action directe de l'article 1798 du Code civil	262
§ 3 – Les actions directes en matière de créances fiscales et de cotisations sociales	274
Sous-section 3 – Garanties conventionnelles	274
§ 1 <sup>er</sup> – Vue générale	274
§ 2 – Socol et Sart-Tilman	276
§ 3 – Les développements législatifs et jurisprudentiels ultérieurs favorables à l'opposabilité	280
§ 4 – Les déclarations des représentants de la Cour de cassation au Sénat en janvier 2004	282
§ 5 – Évolutions jurisprudentielles et doctrinales ultérieures	283

§ 6 – La loi relative à la continuité des entreprises	285
§ 7 – L'arrêt de cassation du 3 décembre 2010 sur le transfert fiduciaire de créance : une anticipation sur la législation	286
§ 8 – Une controverse persistante	287
<b>TITRE 3</b>	
<b>PRINCIPES GÉNÉRAUX DES PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ</b>	293
Chapitre VI. LA NOTION D'ENTREPRISE ET LES AUTRES NOTIONS DU LIVRE XX	295
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	295
Section 2 – La notion d'entreprise	296
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble	296
Sous-section 2 – Analyse	300
§ 1 <sup>er</sup> – Les indépendants	301
§ 2 – Les personnes morales	310
§ 3 – Organisations sans personnalité juridique	318
Sous-section 3 – Critiques	328
§ 1 <sup>er</sup> – Travaux parlementaires	329
§ 2 – Considérations doctrinales	330
Section 3 – Définition des autres notions usitées dans le livre XX	333
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	333
Sous-section 2 – Définitions générales	333
Sous-section 3 – Définitions propres au livre XX	335
§ 1 <sup>er</sup> – Article I.22 CDE	335
Sous-section 4 – Éclairage complémentaire de certaines définitions du livre XX	338
Chapitre VII. PRINCIPES GÉNÉRAUX	351
CHAMP D'APPLICATION – PROCÉDURE – REGISTRE – PRATICIENS DE L'INSOLVABILITÉ	351
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	351
Section 2 – Champ d'application	351
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble	351
Sous-section 2 – Règles particulières à certaines entreprises	352
§ 1 <sup>er</sup> – Professions libérales	352

§ 2 – Secteur financier	357
§ 3 – Associés à responsabilité illimitée	358
Sous-section 3 – Justification de l’extension du champ d’application	360
§ 1 <sup>er</sup> – En général	360
§ 2 – Aux associations sans but lucratif	362
§ 3 – Aux organisations sans personnalité juridique	362
Section 3 – Règles de procédure	368
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	368
Sous-section 2 – Décisions non susceptibles d’opposition ou d’appel	370
Sous-section 3 – Début des délais de recours	374
Sous-section 4 – Inapplicabilité des articles 50, alinéa 2, 55 et 56 du Code judiciaire	377
Sous-section 5 – Intervention volontaire	377
Section 6 – Actions en matière de faillites.	
Mise à la cause des curateurs	381
Section 7 – Signature des requêtes unilatérales en matière de réorganisation judiciaire	382
Section 8 – Production de pièces. Habilitation du juge-délégué et du juge-commissaire	382
Sous-section 9 – Mesures d’office d’instruction des procédures	383
Sous-section 10 – Actes de procédure. Communication via le Registre central de la solvabilité. Validité de l’acte numérique	384
Sous-section 11 – Compétence d’attribution des tribunaux	387
Sous-section 12 – Langue de la procédure	391
Section 4 – Registre central de la solvabilité	393
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Organisation et fonctionnement	393
Sous-section 2 – Accès aux données. Confidentialité	396
Sous-section 3 – Financement	397
Section 5 – Praticiens de l’insolvabilité	399
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Innovations	399
Sous-section 2 – Choix	399
Sous-section 3 – La liste des praticiens de l’insolvabilité	400

Sous-section 4 – Dispositions particulières concernant les copraticiens	402
Sous-section 5 – Incompatibilités	403
Sous-section 6 – Fin du mandat. Remplacement. Désignation supplémentaire	404
Sous-section 7 – Frais et honoraires	406
§ 1 <sup>er</sup> – Principes généraux	406
§ 2 – Honoraires et frais des curateurs	407
§ 3 – Honoraires et frais des autres praticiens de l’insolvabilité	416
Section 6 – Autres principes transversaux	418
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La responsabilité des magistrats	418
Sous-section 3 – L’intervention du ministère public dans les procédures d’insolvabilité	420
<b>TITRE 4</b>	
<b>LES MESURES PRÉVENTIVES ET PROVISOIRES</b>	423
Chapitre VIII. L’ACTION PRÉVENTIVE DES CHAMBRES DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ	425
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	425
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Contextualisation	425
Sous-section 2 – Faillite d’office et dépistage sous le régime de la loi de 1851	427
Sous-section 3 – L’institutionnalisation du dépistage et des enquêtes commerciales par la réforme de 1997	431
Sous-section 4 – La loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises et son ajustement	432
§ 1 <sup>er</sup> – La loi du 31 janvier 2009	432
§ 2 – La loi du 27 mai 2013	432
Sous-section 5 – La loi du 17 mai 2017	433
Sous-section 6 – Les innovations du livre XX	433
Section 2 – La collecte des données	436
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Le principe de la collecte	436
Sous-section 2 – Les clignotants	439
§ 1 <sup>er</sup> – Les clignotants légaux	439
§ 2 – Les autres indices	443

Section 3 – Les chambres des entreprises en difficulté	445
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Institution et missions	445
Sous-section 2 – Fonctionnement. Vue d’ensemble	449
Sous-section 3 – Règles procédurales	452
Sous-section 4 – Clôture de l’examen	457
Sous-section 5 – Recours	460
Sous-section 6 – Responsabilités	460
Section 4 – La confidentialité du dossier	460
Section 5 – Effets de la comparution sur la responsabilité des dirigeants et des tiers	463
Section 6 – En guise de conclusion	465
Chapitre IX. LES MESURES PROVISOIRES PRÉVENTIVES MANDATAIRES DE JUSTICE, ADMINISTRATEURS PROVISOIRES ET ADMINISTRATEURS AU DESSAISSEMENT PROVISOIRE	469
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	469
Section 2 – La désignation de mandataires de justice en cas de manquements menaçant la continuité	472
Section 3 – La désignation d’administrateurs provisoires dans les réorganisations judiciaires	477
Section 4 – Le dessaisissement provisoire lorsque les conditions de la faillite paraissent réunies	481
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble. Antécédents	481
§ 1 <sup>er</sup> – Principe et objectifs	481
§ 2 – La disposition légale	481
§ 3 – La genèse de la disposition	483
Sous-section 2 – La réglementation actuelle du dessaisissement provisoire dans le livre XX	488
§ 1 <sup>re</sup> – Conditions	488
§ 2 – Compétence et procédure	489
§ 3 – Effets du dessaisissement dans le temps	490
§ 4 – Effets du dessaisissement sur le patrimoine	491
§ 5 – Mission des administrateurs au dessaisissement provisoire	493

Section 5 – Dispositions communes aux articles XX.30, XX.31 et XX.32 CDE	495
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Liberté de choix des mandataires de justice, administrateurs provisoires et administrateurs au dessaisissement provisoire	495
Sous-section 2 – Publicité	496
Sous-section 3 – Recours	497
Sous-section 4 – Honoraires et frais	497
Sous-section 5 – Responsabilité	499
Chapitre X. MÉDIATEUR D'ENTREPRISE ET ACCORD AMIABLE	501
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	501
Section 2 – Le médiateur d'entreprise	501
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	501
Sous-section 2 – Le régime actuel de la médiation d'entreprise	504
Section 3 – L'accord amiable extraprocédural	509
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	509
Sous-section 2 – Le régime actuel de l'accord amiable	512
Section 4 – Secret des affaires – Liberté de la presse et des agences d'informations financières	518
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Contextualisation	518
Sous-section 2 – L'expérience française	518
Sous-section 3 – La situation en Belgique	523
<b>TITRE 5</b>	
<b>LA RÉORGANISATION JUDICIAIRE</b>	527
Chapitre XI. CARACTÉRISTIQUES ET CONDITIONS DE LA RÉORGANISATION JUDICIAIRE	529
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	529
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble	529
Sous-section 2 – Innovations	530
Section 2 – Genèse et philosophie de la réorganisation judiciaire	532
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Difficultés d'ajustement de l'emploi : l'expérience de la crise des années 1970 et les directives européennes de 1977 et 2001	532

Sous-section 2 – L'avènement de la loi du 31 janvier 2009	533
Sous-section 3 – Le livre XX et la directive sur la seconde chance	534
Section 3 – La nature du transfert d'entreprise au regard de la directive 2001/23/CE et son avenir	535
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La conception des initiateurs de la loi du 31 janvier 2009	535
Sous-section 2 – Les arrêts du 27 juin 2017 et 16 mai 2019 de la CJUE	539
Sous-section 3 – La procédure de réorganisation judiciaire a-t-elle encore un avenir ?	546
Section 4 – Les conditions de fond d'accès à la procédure de réorganisation judiciaire	549
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La qualité de <i>débiteur</i>	549
Sous-section 2 – Menace de discontinuité. Possibilité de redressement ou de relance	550
Sous-section 3 – Appréciation de la menace de discontinuité et de la possibilité de redressement ou de relance	555
Section 5 – Les conditions de recevabilité de la demande en réorganisation judiciaire	562
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La requête et ses annexes	562
Sous-section 2 – Assistance d'un professionnel comptable	568
Section 6 – Conditions de comportement. Sanctions pénales	576
Chapitre XII. L'OUVERTURE DE LA PROCÉDURE DE RÉORGANISATION JUDICIAIRE	579
Section 1 <sup>re</sup> – Preamble	579
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble	579
Sous-section 2 – Principales innovations	579
Section 2 – Compétence, saisine et effets de la demande en réorganisation	580
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Compétence. Rappel	580
Sous-section 2 – Demande du débiteur	580
Sous-section 3 – Demande du procureur du Roi ou de tiers	585
Sous-section 4 – Effets de la demande	590
§ 1 <sup>er</sup> – Demande du débiteur	590
§ 2 – Demande du ministère public ou d'intéressés	597

Section 3 – Le jugement statuant sur la demande de réorganisation judiciaire	598
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Instruction de la cause	598
Sous-section 2 – Le jugement qui ouvre la procédure de réorganisation judiciaire	600
§ 1 <sup>er</sup> – Teneur	600
§ 2 – Publicité	601
§ 3 – Effets	604
Sous-section 3 – Le jugement qui rejette la demande de réorganisation judiciaire	605
Section 4 – Les voies de recours	605
Chapitre XIII. LES ORGANES DE LA RÉORGANISATION JUDICIAIRE	609
Section 1 <sup>re</sup> – Le médiateur d’entreprise et les mandataires de justice	609
Section 2 – Le juge délégué	609
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La position du juge délégué en général	609
Sous-section 2 – Communication avec le débiteur ou des tiers. Production de pièces	614
Sous-section 3 – Formalités, missions spécifiques et habilitations	617
Sous-section 4 – Rapports à l’audience	619
Sous-section 5 – Insolvabilités transfrontalières, intracommunautaires ou extracommunautaires	621
Sous-section 6 – Recours et responsabilités	621
Section 2 – Le président du tribunal	622
Section 3 – Le tribunal de l’insolvabilité	622
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Mission du tribunal dans la procédure de réorganisation	622
Sous-section 2 – Compétence	626
Sous-section 3 – Procédure	627
Section 3 – Le tribunal du travail	631
Section 4 – Le procureur du Roi	631
Section 5 – Le greffier	633

Chapitre XIV. LA SITUATION DU DÉBITEUR, DES CRÉANCIERS ET DES TRAVAILLEURS DANS LA RÉORGANISATION JUDICIAIRE	637
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	637
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	637
Sous-section 2 – Innovations	638
Section 2 – Le débiteur et ses coobligés ou cautions	639
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Liberté d’action du débiteur à la tête de l’entreprise	639
Sous-section 2 – Facilités prévues par la loi	640
Sous-section 3 – Consultation du débiteur	642
Sous-section 4 – Devoirs du débiteur	643
Sous-section 5 – Coobligés et sûretés personnelles	644
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	644
§ 2 – (Ex-)conjoints et (ex-)cohabitants	644
§ 3 – Codébiteurs, cautions et autres sûretés personnelles	645
Section 3 – Les créanciers	649
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Périmètre des créances sursitaires	649
Sous-section 2 – Absence de concours ou de restrictions implicites aux droits des créanciers	654
Sous-section 3 – Suspension des voies d’exécution et de conservation	656
§ 1 <sup>er</sup> – Vue d’ensemble	656
§ 2 – Voies d’exécution	657
§ 3 – Saisies	659
Sous-section 4 – Dispositions légales spécifiques en faveur des créanciers ou de la continuité	662
§ 1 <sup>er</sup> – Faculté d’inscrire une sûreté légale ou conventionnelle	662
§ 2 – Exception pour les ventes forcées fixées dans les deux mois du dépôt de la requête	664
§ 3 – Créances spécifiquement gagées	665
§ 4 – Paiements de dettes sursitaires ou de dettes non sursitaires	667
§ 5 – Exclusion de références aux créances sursitaires dans les marchés publics	667
§ 6 – Actions directes	668
§ 7 – Compensation	669
§ 8 – Clauses d’indemnisation forfaitaire	671

Sous-section 5 – Contrats en cours	672
§ 1 <sup>er</sup> – Principes	672
§ 2 – La genèse des dispositions de l’article XX.56 CDE	674
§ 3 – Application	675
Sous-section 6 – Propriétaires et vendeurs	685
§ 1 <sup>er</sup> – Le créancier-propriétaire	685
§ 2 – Autres créanciers de restitution d’un corps certain	686
§ 3 – Droits du vendeur	687
Sous-section 7 – Droit des titulaires de créances intangibles et de créances non sursitaires	688
§ 1 <sup>er</sup> – Travailleurs, créanciers d’aliments ou de dommages et intérêts liés à un décès ou une atteinte physique, amendes pénales	688
§ 2 – Créances postérieures à l’ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire	689
§ 3 – Prestations effectuées par les cocontractants pendant le sursis	689
Sous-section 8 – Droits des créanciers en matière d’information et de participation à la procédure	692
Section 4 – Les travailleurs	694
Chapitre XV. LA PÉRIODE PRÉPARATOIRE DE LA RÉORGANISATION JUDICIAIRE	697
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	697
Section 2 – Désignation d’administrateurs provisoires ou de mandataires de justice	698
Section 3 – Prorogation, fin anticipée et expiration du délai du sursis	698
Section 4 – Changement d’objectif de la procédure	701
Section 5 – Renonciation à la demande de réorganisation judiciaire	702
Section 6 – Fin anticipée de la procédure de réorganisation judiciaire	703
Section 7 – Paiement volontaire. Opposabilité des paiements	705
Section 8 – Déclaration et vérification des créances	707
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	707
Sous-section 2 – Déclaration des créances par le débiteur en réorganisation	708

Sous-section 3 – Formes, délais et jugement des contestations de créances en cas de procédure de réorganisation par accord collectif	709
Sous-section 4 – Contestations de créances en cas de transfert sous autorité de justice	712
Chapitre XVI. LA RÉORGANISATION JUDICIAIRE PAR ACCORD AMIABLE	713
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	713
Section 2 – Le régime de la réorganisation judiciaire par accord amiable	714
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	714
Sous-section 2 – Réglementation	714
Sous-section 3 – Effets de l’accord amiable	719
Chapitre XVII. LA RÉORGANISATION JUDICIAIRE PAR ACCORD COLLECTIF	721
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	721
Section 2 – La confection du plan de réorganisation	722
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principe	722
Sous-section 2 – Teneur	723
Sous-section 3 – La partie descriptive	723
Sous-section 4 – La partie prescriptive	725
§ 1 <sup>er</sup> – Vue d’ensemble	725
§ 2 – Mentions obligatoires et mesures prohibées ou expressément autorisées	727
§ 3 – Créanciers publics	736
§ 4 – Créanciers sursitaires extraordinaires	737
§ 5 – Considérations conclusives	739
Section 3 – La différenciation entre créanciers	742
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principes	742
Sous-section 2 – Conditions des différenciations	747
Sous-section 3 – Exemples de différenciations	750
Section 4 – L’audience consacrée au vote et à l’homologation	757
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les préalables	757
Sous-section 2 – Les participants au scrutin	758
Sous-section 3 – Le déroulement de l’audience	766
Sous-section 4 – Contestations	768

Section 4 – Le jugement statuant sur l’homologation	769
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les conditions de l’homologation	769
Sous-section 2 – Faculté d’amendement du plan	772
Sous-section 3 – Le jugement statuant sur la demande d’homologation	773
Sous-section 4 – Effets de l’homologation ou de son refus	773
Sous-section 5 – Recours contre le jugement statuant sur l’homologation	776
§ 6 – L’effet suspensif de l’appel du jugement qui refuse l’homologation	778
Sous-section 7 – L’examen de l’appel	779
Section 5 – L’exécution du plan de réorganisation et sa révocation	779
Chapitre XVIII. LA RÉORGANISATION JUDICIAIRE PAR TRANSFERT SOUS AUTORITÉ DE JUSTICE	783
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	783
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	783
Sous-section 2 – Innovations	784
Section 2 – Conditions et ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire. Dispositions légales spécifiques au transfert sous autorité de justice	787
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Dispositions spécifiques relatives au maintien d’activités	787
Sous-section 2 – Personnes susceptibles de requérir l’ouverture de la procédure de transfert sous autorité de justice	787
Sous-section 3 – Le jugement sur la demande d’ouverture de la procédure de réorganisation par transfert sous autorité de justice	788
Section 3 – Période préparatoire au transfert. Mission du mandataire chargé du transfert	790
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Mission. Généralités	790
Sous-section 2 – Prorogation du sursis	791
Sous-section 3 – Premiers rapports avec le juge délégué, le débiteur, les travailleurs et les collaborateurs externes de l’entreprise	792
Sous-section 4 – Recherche et négociation d’offres	793
§ 1 <sup>er</sup> – Aperçu général	793

§ 2 – Négociation avec les offrants	798
§ 3 – Mesures légales anti-abus. Garanties de concurrence. Date butoir. Offres fermes	799
§ 4 – <i>Autocession. Sterfhuisconstructie. Phoenix companies.</i> <i>Pre-pack insolvency</i>	802
Sous-section 5 – Sélection des offres	804
§ 1 <sup>er</sup> – Critères	804
§ 2 – Sélection par le tribunal	808
Section 4 – Le volet social	809
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Article XX.86 CDE	809
Sous-section 2 – La CCT n° 102	810
Section 5 – Le jugement statuant sur la demande d’autorisation de vente	814
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Formes de la demande	814
Sous-section 2 – Fixation de l’audience. Convocations. Rapport du juge délégué	814
Sous-section 3 – Le jugement d’autorisation	817
Sous-section 4 – Recours contre le jugement statuant sur la demande d’autorisation de vente	820
Section 6 – La réalisation du transfert et ses effets	822
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Modalités des ventes	822
Sous-section 2 – Effets des ventes	823
§ 1 <sup>er</sup> – Pour le débiteur	823
§ 2 – Pour les créanciers	823
§ 3 – Pour les travailleurs	824
§ 4 – Pour le repreneur	824
Sous-section 3 – Répartition du produit de la vente	825
§ 1 <sup>er</sup> – Hors faillite ou liquidation judiciaire	825
§ 2 – En cas de faillite ou de liquidation volontaire	826
Section 7 – La clôture de la procédure	827
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Clôture anticipée par suite de faillite ou de liquidation judiciaire	827
Sous-section 2 – Clôture après l’exécution complète de la mission du mandataire chargé du transfert	827
Section 8 – L’effacement	828

<b>TITRE 6</b>	
<b>LA FAILLITE</b>	831
Chapitre XIX. CARACTÉRISTIQUES ET CONDITIONS DE LA FAILLITE	833
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	833
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Notion. Caractéristiques	833
Sous-section 2 – Innovations	838
Section 2 – Fonctions de la faillite	839
Section 3 – Conditions de la faillite	844
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	844
Sous-section 2 – Principes généraux d’appréciation des conditions de la faillite	845
Sous-section 3 – La qualité de débiteur	848
§ 1 <sup>er</sup> – Vue d’ensemble	848
§ 2 – Situations particulières	849
Sous-section 4 – La cessation de paiement persistante et l’ébranlement du crédit	854
§ 1 <sup>er</sup> – Notion	854
§ 2 – Le débat préalable à la loi du 8 août 1997 sur les conditions de la faillite	855
§ 3 – Contours de la notion	858
§ 4 – Personnes morales en liquidation	862
Section 4 – Le syndrome de la faillite	867
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Signes et indices	867
Sous-section 2 – Appréciation <i>in concreto</i>	870
Chapitre XX. L’OUVERTURE DE LA FAILLITE	873
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	873
Section 2 – Compétence	874
Section 3 – Saisine	876
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	876
Sous-section 2 – L’aveu	876
Sous-section 3 – La demande en faillite	885
Section 4 – Le jugement déclaratif	888
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L’instruction de la cause	888
Sous-section 2 – Teneur du jugement déclaratif	891

§ 1 <sup>er</sup> – Mentions obligatoires	891
§ 2 – Mentions facultatives	892
Sous-section 3 – Publicité du jugement déclaratif	894
Sous-section 4 – Exécution et effets du jugement déclaratif	897
Section 5 – Les voies de recours	899
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Modalités de recours	899
Sous-section 2 – Délais de recours	902
Sous-section 3 – Procédure	904
Sous-section 4 – Date à considérer	906
Sous-section 5 – Ouverture de la faillite en degré d'appel	906
Section 6 – Conséquences du rapport de la faillite	909
Chapitre XXI. LE DESSAISISSEMENT ET LA FORMATION DE LA MASSE	915
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	915
Section 2 – Le dessaisissement et la masse. Notions	916
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Le dessaisissement	916
Sous-section 2 – La masse	920
Section 3 – Opposabilité à la masse des actes du failli antérieurs au dessaisissement	922
Section 4 – Consistance de la masse active	927
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principes	927
Sous-section 2 – Exceptions et réserves	927
Sous-section 3 – Cas particuliers	929
Section 5 – Consistance de la masse passive	935
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principes généraux	935
Sous-section 2 – La cristallisation du passif	936
§ 1 <sup>er</sup> – Principe	936
§ 2 – La déchéance du terme	936
§ 3 – L'arrêt du cours des intérêts	938
§ 4 – Fixation du montant de la créance au jour de la faillite	943
Chapitre XXII. LE CURATEUR	949
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule. Innovations	949
Section 2 – Le choix des curateurs	952
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Désignation et remplacement	952
Sous-section 2 – La liste des curateurs	955

Sous-section 3 – Incompatibilités	961
Sous-section 4 – Les curateurs <i>ad hoc</i>	965
Section 3 – Mission, pouvoirs et moyens d’action des curateurs	966
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principes	966
Sous-section 2 – Mission	968
§ 1 <sup>er</sup> – Devoirs prescrits spécifiquement	968
§ 2 – Devoir général d’administration et de gestion	973
§ 3 – Limites et monopole : intérêts communs	974
Sous-section 3 – Pouvoirs	980
§ 1 <sup>er</sup> – Nature des pouvoirs. Position juridique des curateurs	980
§ 2 – Actes soumis à autorisation ou prohibés	984
Sous-section 4 – Moyens d’action des curateurs	984
§ 5 – Début et fin des fonctions des curateurs	987
Section 4 – Responsabilité des curateurs	987
Section 5 – Honoraires, frais et débours relatifs à la vente de biens grevés. Calcul et imputation	992
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Position du problème	992
Sous-section 2 – Vente d’immeubles grevés	994
Sous-section 3 – Vente d’autres actifs grevés	995
Chapitre XXIII. LES AUTRES ORGANES DE LA FAILLITE	997
Section 1 <sup>re</sup> – Le juge commissaire	997
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Préambule	997
Sous-section 2 – Désignation	999
Sous-section 3 – Mission et responsabilités	1001
Sous-section 4 – Moyens d’action du juge-commissaire	1009
Sous-section 5 – Ordonnances	1010
Section 2 – Le président du tribunal	1011
Section 3 – Le tribunal de l’entreprise	1012
Section 4 – Le procureur du Roi	1020
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Antécédents	1020
§ 1 <sup>er</sup> – La réforme de 1997	1020
§ 2 – La réforme de 2017	1022
Sous-section 2 – Mission et responsabilités	1023

Section 5 – Le greffier	1026
Section 6 – L’expert-gardien et les conseils techniques	1028
Chapitre XXIV. LE FAILLI	1031
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1031
Section 2 – Effets du jugement déclaratif sur le failli	1033
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1033
Sous-section 2 – Droits du failli sauvegardés	1033
Sous-section 3 – Biens exclus de l’actif de la faillite	1036
§ 1 <sup>er</sup> – Principes	1036
§ 2 – Biens acquis en vertu d’une cause antérieure à la faillite	1036
§ 3 – Biens acquis en vertu d’une cause postérieure à la faillite	1039
§ 4 – Aides sociales	1041
§ 5 – Statut des actifs échappant au dessaisissement	1042
Sous-section 4 – Droits conférés au failli envers la faillite	1043
Sous-section 5 – Obligations du failli et restrictions à ses droits personnels	1046
Sous-section 6 – Sociétés et autres personnes morales faillies	1049
Section 3 – Effets de la faillite à l’égard du conjoint	1055
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1055
Sous-section 2 – Principes généraux. Composition des patrimoines et droits des créanciers en général	1056
Sous-section 3 – Droits de la masse à l’égard du conjoint du failli	1061
Sous-section 4 – Droits du conjoint	1064
Sous-section 5 – Situation des cohabitants	1067
Section 4 – L’effacement	1067
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La genèse de la disposition	1067
Sous-section 2 – Conditions et procédure	1072
§ 3 – Effets de l’effacement	1074
Section 5 – La réhabilitation	1077
Chapitre XXV. LES CRÉANCIERS DANS LA FAILLITE	1079
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1079
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Classification des créanciers. Notions	1079
Sous-section 2 – Les innovations du livre XX	1080

Section 2 – Restrictions découlant de la faillite	
aux actions des créanciers	1081
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	1081
Sous-section 2 – Restrictions communes	
à tous les créanciers au jour de la faillite	1082
§ 1 <sup>er</sup> – Arrêt des poursuites individuelles contre le failli	1082
§ 2 – Suspension des saisies conservatoires ou exécutoires	1085
Sous-section 3 – Situation après le dépôt du premier	
procès-verbal de vérification des créances :	
liberté d’exécution du créancier hypothécaire	
premier inscrit et des créanciers titulaires de sûretés	
et de privilèges spéciaux sur meubles	1091
§ 1 <sup>er</sup> – Créancier hypothécaire premier inscrit	1091
§ 2 – Créanciers titulaires de sûretés et de privilèges	
spéciaux sur meubles	1091
Section 3 – Règles particulières à certains créanciers	1093
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	1093
Sous-section 2 – Codébiteurs et constituants de sûretés	
personnelles	1094
§ 1 <sup>er</sup> – Sûretés personnelles non déclarées par le créancier	
bénéficiaire	1094
§ 2 – Sûretés personnelles déclarées	1095
§ 3 – Autres codébiteurs et constituants de sûretés	
personnelles	1098
Sous-section 3 – Créanciers gagistes et privilégiés	
sur les meubles	1102
Sous-section 4 – Créanciers hypothécaires et privilégiés	
sur les immeubles	1104
Section 4 – Règles relatives aux revendications	1106
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les dispositions légales	1106
Sous-section 2 – Revendication des biens détenus	
par ou pour le failli	1107
§ 1 <sup>er</sup> – Biens détenus par le failli	1107
§ 2 – Titres remis à l’encaissement	1109
§ 3 – Marchandises consignées au failli	1110
Sous-section 4 – Droits du vendeur. Revendication	
des marchandises vendues au failli	1110

Section 6 – Règles relatives aux effets de la faillite sur les contrats en cours	1114
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	1114
§ 1 <sup>er</sup> – Le sort du contrat sous le régime de la loi du 18 avril 1851	1114
§ 2 – L’article 46 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites	1115
§ 3 – L’évolution de la jurisprudence après la réforme de 1997	1116
§ 4 – L’apport de la loi du 15 juillet 2005	1120
§ 5 – Les innovations de la loi du 11 août 2017	1120
Sous-section 2 – Sort des contrats en cours	1122
§ 1 <sup>er</sup> – Principes	1122
§ 2 – Contrats en cours prenant fin du fait de la faillite	1123
§ 3 – Contrats en cours subsistant à la faillite	1126
Sous-section 3 – Effet de l’exécution des contrats par les curateurs	1130
Sous-section 4 – Effet de l’inexécution des contrats. Droits des cocontractants du failli	1131
§ 1 <sup>er</sup> – Prologue	1131
§ 2 – L’exception d’inexécution	1132
§ 3 – Le droit de rétention	1134
§ 4 – L’exception de compensation	1134
§ 5 – La résolution	1145
Sous-section 5 – Obligations survivant au contrat	1146
Section 7 – Contrats particuliers	1146
Section 8 – Aspects fiscaux	1150
Section 9 – Les droits des créanciers à l’information, la consultation et la participation dans le cadre de la liquidation	1150
Chapitre XXVI. LES TRAVAILLEURS DANS LA FAILLITE	1153
Section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1153
Section 2 – Les droits des travailleurs à l’information, à la consultation et à l’intervention et leurs obligations dans la procédure de faillite	1155
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Consultation et intervention	1155
§ 1 <sup>er</sup> – Information et consultations	1155

Sous-section 2 – Intervention	1156
Sous-section 3 – Les obligations des travailleurs	1158
Section 3 – Le sort du contrat de travail	1158
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1158
Sous-section 2 – L’option du curateur	1159
Sous-section 3 – Dispositions spécifiques	1160
Sous-section 4 – Le droit aux documents sociaux	1160
Sous-section 5 – Le droit à la prépension	1162
Section 4 – Le transfert d’entreprise	1163
Section 5 – La créance des travailleurs dans la faillite en cas de licenciement. Éléments constitutifs	1167
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La rémunération des travailleurs	1167
§ 1 <sup>er</sup> – Notion	1167
§ 2 – Avantages constituant un élément de la rémunération	1168
§ 3 – Éléments exclus de la notion de rémunération	1170
Sous-section 2 – L’indemnité de rupture. Calcul	1172
Sous-section 3 – L’indemnité de fermeture	1174
Sous-section 4 – L’indemnité de reclassement	1177
Sous-section 5 – L’indemnité spéciale pour les travailleurs protégés	1178
Section 6 – Le paiement des sommes dues aux travailleurs	1179
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Obligation de déclaration de la créance	1179
Sous-section 2 – Les privilèges des travailleurs	1180
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1180
§ 2 – Les bénéficiaires	1180
§ 3 – La créance garantie	1180
§ 4 – Étendue des privilèges	1185
§ 5 – Contestations	1186
Section 7 – L’intervention du Fonds d’indemnisation	1186
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble de la loi du 26 juin 2002	1186
§ 2 – Définitions et champ d’application de la loi	1188
Sous-section 3 – Les sommes payables par le Fonds	1192
§ 1 <sup>er</sup> – Le paiement de l’indemnité de fermeture	1192
§ 2 – Le paiement des rémunérations, indemnités et avantages contractuels	1192
§ 3 – Le paiement des indemnités de transition	1195

§ 4 – Le paiement des indemnités complémentaires dues à certains travailleurs protégés	1197
§ 5 – Intervention en cas de force majeure	1198
§ 6 – Indemnité complémentaire de prépension	1198
§ 7 – Retenues sociales et fiscales et paiement des cotisations patronales	1199
§ 8 – _Faillites transnationales	1199
Sous-section 4 – Paiements par le Fonds	1199
Sous-section 5 – Les actions et privilèges du Fonds de fermeture	1202
Section 8 – Le concours entre les travailleurs, le Fonds d’indemnisation, l’ONSS et le fisc	1204
Chapitre XXVII. LA PHASE PRÉPARATOIRE DE LA FAILLITE	1207
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1207
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les régimes de 1851 et 1997	1207
Sous-section 2 – Innovations des lois du 4 septembre 2004, du 6 décembre 2005 et du 19 octobre 2015	1208
Sous-section 3 – Innovations de la loi du 11 août 2017	1210
Sous-section 4 – Mission des curateurs pendant la période préparatoire	1210
Section 2 – La constatation, l’administration et la conservation de l’actif	1211
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les opérations des premiers jours suivant le jugement déclaratif	1211
§ 1 <sup>er</sup> – Acceptation par le curateur de la mission	1211
§ 2 – Descente de faillite	1212
§ 3 – Audition du failli	1215
§ 4 – Aides au failli	1217
§ 5 – Rapports avec les travailleurs	1218
§ 6 – Gratuité de la procédure	1218
§ 7 – Apposition des scellés	1219
§ 8 – Signification, publication et notification du jugement déclaratif	1219
§ 9 – Remise ou abandon de ventes	1220
§ 10 – Correspondance du failli	1220
§ 11 – Poursuite immédiate de certains contrats	1220
§ 12 – Précompte immobilier. Taxes de circulation	1221

Sous-section 2 – L’inventaire et les archives	1222
§ 1 <sup>er</sup> – L’inventaire	1222
§ 2 – Archives du failli et des curateurs	1225
Sous-section 3 – Mesures conservatoires	1227
Sous-section 4 – Clôture des comptes et bilan de liquidation	1231
Sous-section 5 – Recouvrements des créances et transactions. Procès en cours et recours fiscaux	1234
Sous-section 6 – Poursuite des activités	1239
§ 1 <sup>er</sup> – Contexte	1239
§ 2 – Conditions, procédure et effets de la poursuite d’activités	1242
Sous-section 7 – Réalisation des actifs	1244
Sous-section 8 – Consignation des deniers. Paiements aux créanciers	1245
Sous-section 9 – Mémoire des curateurs au juge-commissaire et au procureur du Roi	1246
Section 3 – La détermination du passif.	
Déclaration et vérification des créances	1247
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Contexte. Innovations	1247
Sous-section 2 – La déclaration des créances	1247
Sous-section 3 – Déclarations tardives	1255
Sous-section 4 – Vérification des créances	1257
§ 1 <sup>er</sup> – Innovations	1257
§ 2 – La procédure de vérification des créances	1258
Sous-section 5 – Contredits	1260
Sous-section 6 – Jugement des contestations	1261
Sous-section 7 – Effets de l’admission ou du rejet des créances	1263
Section 4 – Procédure de clôture pour cause d’insuffisance d’actif	1266
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Notion et objectifs	1266
Sous-section 2 – Conditions	1267
Sous-section 3 – Procédure	1268
Sous-section 4 – Effets	1269

Chapitre XXVIII. LA LIQUIDATION ET LA CLÔTURE DE LA FAILLITE	1273
Section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	1273
Section 2 – Principes généraux	1275
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Début de la liquidation	1275
Sous-section 2 – Contrôle et informations sur les opérations de liquidation	1275
Sous-section 3 – Application à certaines opérations des règles de la procédure préparatoire	1276
Section 3 – Règles propres aux liquidations	1277
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Traités à forfait	1277
Sous-section 2 – Réalisations d’actifs	1277
§ 1 <sup>er</sup> – Critères	1277
§ 2 – Contestations	1279
§ 3 – Obligations et garanties	1280
Sous-section 3 – Ventes mobilières	1282
Sous-section 4 – Transfert d’une entreprise en activité avec engagements complémentaires au prix	1285
Sous-section 5 – Ventes immobilières	1286
§ 1 <sup>er</sup> – Pouvoirs des curateurs et du créancier hypothécaire premier inscrit	1286
§ 2 – Vente publique	1290
§ 3 – Vente de gré à gré	1292
Section 4 – Aspects fiscaux	1297
Section 5 – Les dettes de masse	1298
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L’évolution de la notion dans la jurisprudence	1298
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1298
§ 2 – Controverses jurisprudentielles et doctrinales antérieures à la loi du 8 août 1997 sur les faillites	1299
§ 3 – Le projet de réforme de 1997 et les controverses ultérieures	1301
Sous-section 2 – Régime actuel	1302
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1302
§ 2 – Dettes de masse d’origine contractuelle	1303
§ 3 – Dettes de masse d’origine quasi contractuelle	1306

§ 4 – Dettes de masse d’origine quasi délictuelle et délictuelle	1306
§ 5 – Dettes de masse fictives d’origine légale	1310
§ 6 – Cas particuliers	1313
§ 7 – Droits des créanciers <i>de la masse</i>	1317
Section 6 – Les répartitions	1321
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principe	1321
Sous-section 2 – Intérêts hors masse passive	1323
Sous-section 3 – Associations sans but lucratif et organisations non bénévoles	1325
Section 7 – Reddition des comptes, examen de l’excusabilité du failli et clôture de la faillite	1325
<b>TITRE 7</b>	
<b>GARANTIES DE PAIEMENT ET RESPONSABILITÉS</b>	1331
Chapitre XXIX. LES SÛRETÉS RÉELLES ET LES PRIVILÈGES	1333
Section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1333
Section 2 – Le gage	1335
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Innovations	1335
Sous-section 2 – Dispositions communes aux gages avec ou sans dépossession	1336
§ 1 <sup>er</sup> – Constitution, preuve, opposabilité et durée	1336
§ 2 – Assiette. Créance garantie	1338
Sous-section 2 – Le gage de registre	1342
§ 1 <sup>er</sup> – Le Registre national des gages	1342
§ 2 – Opposabilité du gage de registre	1344
§ 3 – Droits et obligations des parties au gage de registre pendant le cours de la convention	1347
Sous-section 4 – Le gage avec dépossession	1348
§ 1 <sup>er</sup> – Gage de biens corporels	1348
§ 2 – Gage sur créance	1350
Sous-section 5 – Exécution et réalisation du gage	1352
Sous-section 6 – Rang	1355
Sous-section 7 – Dispositions propres à la protection des consommateurs	1356

Section 3 – La clause de réserve de propriété, la cession fiduciaire à titre de sûreté et le droit de rétention	1358
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1358
Sous-section 2 – La clause de réserve de propriété	1358
Sous-section 3 – La cession fiduciaire à titre de sûreté	1361
Sous-section 4 – Le droit de rétention	1363
Section 4 – L’hypothèque	1367
Section 5 – Les privilèges	1368
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Considérations introductives	1368
§ 1 <sup>er</sup> – Objectif de la section	1368
§ 2 – Notions générales	1368
§ 3 – Droits conférés	1370
§ 4 – Conflits entre créanciers privilégiés	1370
§ 5 – Responsabilité des curateurs et liquidateurs	1372
Sous-section 2 – Privilèges sur la généralité des meubles et immeubles	1372
Sous-section 3 – Les privilèges mobiliers généraux	1377
§ 1 <sup>er</sup> – Articles 19 à 19, 3 <sup>o</sup> <i>bis</i>	1377
§ 2 – Article 19, 3 <sup>o</sup> <i>ter</i>	1380
§ 3 – Article 19, 4 <sup>o</sup>	1380
§ 5 – Article 19, 4 <sup>o</sup> <i>bis</i>	1381
§ 6 – Article 19, 4 <sup>o</sup> <i>ter</i>	1382
§ 7 – Article 19, 4 <sup>o</sup> <i>quater</i>	1383
§ 8 – Article 19, 4 <sup>o</sup> <i>septies</i> à <i>decies</i>	1383
§ 9 – Article 19, 5 <sup>o</sup>	1384
§ 10 – Article 19, 6 <sup>o</sup>	1384
§ 11 – Privilèges mobiliers établis par des lois particulières	1384
Sous-section 8 – Les privilèges mobiliers particuliers	1386
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1386
§ 2 – Le privilège du bailleur d’immeubles	1387
§ 3 – Le privilège du conservateur	1397
§ 4 – Le privilège du vendeur d’effets mobiliers	1407
§ 6 – Le privilège de la victime d’une infraction en matière de transport de choses par route	1412
§ 7 – Les privilèges de l’article 20, 7 <sup>o</sup> à 11 <sup>o</sup> , de la loi hypothécaire	1412
§ 8 – Le privilège du sous-traitant	1414
§ 10 – Autres privilèges résultant de lois spéciales	1416

Chapitre XXX. LES INOPPOSABILITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE ET DES ACTES FRAUDULEUX ANTÉRIEURS	1419
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1419
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	1419
Sous-section 2 – Antécédents et innovations	1422
Section 2 – Détermination de la période suspecte. Fixation de la date de cessation de paiement	1424
Section 3 – Les inopposabilités de la période suspecte	1429
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	1429
Sous-section 2 – Les inopposabilités obligatoires	1430
§ 1 <sup>er</sup> – Vue d’ensemble	1430
§ 2 – Libéralités	1431
§ 3 – Actes lésionnaires	1433
§ 4 – Paiements anormaux	1434
§ 5 – Constitutions de garanties réelles pour des dettes antérieures	1438
Sous-section 2 – Les inopposabilités facultatives	1441
§ 1 <sup>er</sup> – Vue d’ensemble	1441
§ 2 – Paiements et actes à titre onéreux	1441
§ 3 – Les inscriptions hypothécaires tardives	1446
Section 4 – L’inopposabilité d’actes antérieurs à la période suspecte	1448
Section 5 – Exercice et effets de l’action en rapport	1453
Chapitre XXXI. LA SANCTION CIVILE DES FAUTES LIÉES À LA FAILLITE NOTIONS GÉNÉRALES ET DROIT COMMUN	1459
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1459
Section 2 – La responsabilité de droit commun de l’article 1382 du Code civil	1462
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Article 1382 du Code civil	1462
Sous-section 2 – Éléments constitutifs de la responsabilité de l’article 1382 du Code civil	1462
Sous-section 3 – Aspects propres aux dirigeants d’entreprise	1470
Sous-section 4 – Mission des dirigeants. Aspects particuliers	1480

Section 3 – Fautes aquiliennes liées à la situation d’entreprises en difficulté	1484
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Non-paiement ou paiement irrégulier de rémunérations	1484
Sous-section 2 – Omission de l’aveu de la faillite	1486
Sous-section 3 – Poursuite d’une activité irrémédiablement compromise	1488
Sous-section 4 – Organisation de la faillite. Transferts d’actifs. Confusion	1491
Section 4 – Quelques références relatives aux responsabilités propres à certaines professions confrontées à des entreprises en difficulté	1494
Chapitre XXXII. LES SANCTIONS CIVILES DU DROIT DE L’INSOLVABILITÉ	1497
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1497
Section 2 – L’imputation de passif et la faillite par répercussion	1498
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L’extension de faillite	1498
Sous-section 2 – L’imputation de passif	1504
Section 3 – L’interdiction professionnelle facultative	1506
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les régimes antérieurs	1506
Sous-section 2 – Le nouveau régime. Introduction	1509
Sous-section 3 – Conditions et nature de l’interdiction facultative	1511
Sous-section 3 – Procédure et effets de l’interdiction facultative	1520
Section 4 – Les fautes sanctionnées par le livre XX du Code de droit économique relatif au droit de l’insolvabilité	1523
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1523
Sous-section 2 – Dispositions communes	1524
Sous-section 3 – Faute grave et caractérisée ayant contribué à la faillite	1528
Sous-section 4 – Récidive dans le non-paiement des cotisations sociales	1535
Sous-section 5 – Poursuite d’activité irrémédiablement compromise	1538
ANTHEMIS	1845

Section 5 – Législation fiscale. Non-paiement des dettes de précompte professionnel ou de TVA	1540
Chapitre XXXIII. LES SANCTIONS CIVILES DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS	1551
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1551
Section 2 – La responsabilité des promoteurs, fondateurs et associés	1552
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les promoteurs	1552
Sous-section 2 – Les fondateurs	1554
§ 1 <sup>er</sup> – Notion	1554
§ 2 – Irrégularités lors de la constitution	1555
§ 3 – Sous-capitalisation manifeste	1557
§ 4 – Responsabilités de droit commun des fondateurs et autres intervenants à la constitution	1563
§ 5 – Prescription	1565
Sous-section 3 – Les associés et actionnaires	1565
Section 3 – La responsabilité des administrateurs	1570
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Contexte	1570
Sous-section 2 – Régime général	1573
§ 1 <sup>er</sup> – Préambule	1573
§ 2 – Faute de gestion	1574
§ 3 – Violation du Code des sociétés ou des statuts	1577
Sous-section 3 – Applications particulières	1579
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1579
§ 2 – Conflits d'intérêts	1579
§ 3 – La procédure de la sonnette d'alarme	1585
Sous-section 4 – Obligations de garantie	1594
Sous-section 5 – Atténuation de la responsabilité des administrateurs	1598
§ 1 <sup>er</sup> – Droit commun	1598
§ 2 – Plafonnement de responsabilité	1599
Section 4 – La responsabilité des organes de gestion journalière	1602
Section 5 – La responsabilité des commissaires	1603
Section 6 – La responsabilité des liquidateurs	1605

Section 7 – Extinction de la responsabilité des mandataires des sociétés	1608
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Prescription quinquennale	1608
Sous-section 2 – Décharge	1610
Sous-section 3 – Démission	1612
Section 8 – La mise en cause de la responsabilité des dirigeants et de leurs auxiliaires	1612
Chapitre XXXIV. LES SANCTIONS PÉNALES LIÉES À LA FAILLITE	1617
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1617
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1617
Sous-section 2 – Innovations du livre XX	1619
Section 2 – Les infractions liées à la faillite	1620
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L'état de faillite comme élément constitutif	1620
Sous-section 2 – L'autonomie du juge pénal à défaut de jugement ou d'arrêt déclaratif de faillite et en matière de fixation de la cessation de paiement	1621
Sous-section 3 – Engagements excessifs et inexécution des obligations imposées par la loi sur les faillites	1624
Sous-section 4 – Moyens ruineux, emplois injustifiés, créanciers favorisés, omission de l'aveu	1625
§ 5 – Détournement ou dissimulation de l'actif et soustraction des livres comptables	1627
Sous-section 6 – Dissimulation ou recel de l'actif par des tiers. Déclarations de créances supposées ou exagérées	1630
Sous-section 7 – Malversations des curateurs	1631
Sous-section 8 – Publication du jugement	1632
Sous-section 9 – Constitution de partie civile	1632
Section 3 – Les infractions indépendantes de l'état de faillite	1633
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Organisation frauduleuse d'insolvabilité	1633
Sous-section 2 – Abus de biens sociaux	1634
Sous-section 3 – Autres infractions	1638
Section 4 – La responsabilité pénale des personnes morales	1639

<b>TITRE 8</b>	
<b>LES INSOLVABILITÉS TRANSFRONTALIÈRES</b>	1641
Chapitre XXXV. LE RÈGLEMENT COMMUNAUTAIRE RELATIF AUX PROCÉDURES D'INSOLVABILITÉ	1643
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1643
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1643
Sous-section 2 – Origine	1644
Sous-section 3 – Le règlement 2015/848	1645
Section 2 – Champ d'application du règlement (article 1)	1648
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Champ d'application matériel	1648
Sous-section 2 – Champ d'application personnel	1654
Sous-section 3 – Champ d'application territorial	1655
Section 3 – Compétence juridictionnelle internationale (articles 3 à 6)	1655
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue générale	1655
Sous-section 2 – Procédure d'insolvabilité principale	1657
§ 1 <sup>er</sup> – Critère de juridiction	1657
§ 2 – Centre des intérêts principaux. Notion et localisation	1658
§ 3 – Effets	1659
Sous-section 3 – Procédure d'insolvabilité territoriale	1660
§ 1 <sup>er</sup> – Critère de juridiction	1660
§ 2 – Établissement. Notion	1661
§ 3 – Effets	1662
Sous-section 4 – Compétence juridictionnelle pour les actions dérivées	1663
Section 4 – Règles de conflit. Application de la <i>lex concursus</i> . Exceptions (articles 7 à 18)	1664
Sous-section 1 <sup>re</sup> – <i>Lex concursus</i>	1664
§ 1 <sup>er</sup> – Principe : application de la <i>lex concursus</i>	1664
Sous-section 2 – Dérogations à l'application de la <i>lex concursus</i>	1670
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1670
§ 2 – Droits réels des tiers	1670
§ 3 – Compensation	1674
§ 4 – Loi applicable aux réserves de propriété, biens immobiliers et systèmes de paiement	1675
§ 5 – Loi applicable aux contrats de travail	1678

§ 6 – Loi applicable aux droits soumis à enregistrement, brevets, actes préjudiciables, tiers acquéreur	1679
§ 7 – Instances en cours	1680
Section 5 – Reconnaissance des décisions d’ouverture des procédures d’insolvabilité et des décisions en découlant (articles 19, 20, 22, 23, 32 et 33)	1681
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Reconnaissance des décisions d’ouverture	1681
Sous-section 2 – Autres décisions	1684
Sous-section 3 – Exception d’ordre public	1684
Sous-section 4 – <i>Exequatur</i>	1686
Section 6 – Pouvoirs des praticiens de l’insolvabilité (article 21)	1686
Section 7 – Procédures secondaires (articles 34 à 38 et 46 à 53)	1687
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Compétence. Procédure. Loi applicable	1687
Sous-section 2 – Engagement destiné à éviter une procédure d’insolvabilité secondaire	1689
Sous-section 3 – Rapports entre les procédures, conversion, suspension, plan de restructuration, clôture, surplus d’actif, mesures conservatoires	1692
Section 8 – Coopération et communication (articles 41 à 44 et 56 à 60)	1695
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principes généraux	1695
Sous-section 2 – Coopération et communication entre praticiens de l’insolvabilité	1696
Sous-section 3 – Coopération entre juridictions	1698
Sous-section 4 – Coopération entre juridictions et praticiens	1699
Sous-section 5 – Frais	1700
Section 9 – Information des créanciers et production de leurs créances (articles 45 et 53 à 55)	1700
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Déclarations de créance	1700
Sous-section 2 – Autres droits des créanciers	1703
Section 10 – Procédure de coordination collective au sein des groupes de sociétés (articles 61 à 77)	1703
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue générale	1703
Sous-section 2 – Ouverture d’une procédure de coordination collective	1704

Sous-section 3 – Nomination et révocation du coordinateur	1706
Sous-section 4 – Extension du périmètre de la procédure de coordination collective. Participation volontaire	1706
Sous-section 5 – Missions et droits du coordinateur	1707
Sous-section 6 – Coûts de la coordination et répartition entre les intéressés	1708
Section 11 – Protection des données et dispositions abrogatoires et finales (articles 78 à 84 et 90)	1709
Chapitre XXXVI. LA RÉGLEMENTATION BELGE DES INSOLVABILITÉS TRANSFRONTALIÈRES	1711
Section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	1711
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Aperçu	1711
Sous-section 2 – Innovations	1711
Section 2 – Compétence juridictionnelle internationale des juridictions belges. Loi applicable. Reconnaissance	1715
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Compétence juridictionnelle	1715
Sous-section 2 – Droit applicable aux procédures d’insolvabilité ouvertes en Belgique	1716
Sous-section 3 – Reconnaissance des décisions étrangères d’ouverture d’une procédure d’insolvabilité	1718
Section 3 – Dispositions relatives aux conditions et à l’ouverture de la procédure d’insolvabilité	1719
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Règles communes à toutes les procédures transfrontalières	1719
Sous-section 2 – Règles spécifiques aux procédures d’insolvabilité couvertes par le règlement 2015/848	1720
Section 4 – Dispositions relatives aux praticiens de l’insolvabilité	1721
Section 5 – Dispositions relatives aux missions des juges délégués et juges-commissaires en matière de coordination et de coopération	1724
Section 6 – Droits et obligations des créanciers et débiteurs de l’insolvabilité	1725
<b>Bibliographie</b>	1727